

port, des techniciens bourgeois et des spécialistes (pourvu qu'ils servent loyalement le nouveau régime). Il serait à bien des égards désirable que les ouvriers bénéficient du savoir et de l'expérience de ces professionnels. Le prolétariat n'a nulle intention d'opprimer les spécialistes, il veut tout au contraire leur permettre l'activité créatrice la plus intense.

Le capitalisme a divisé le travail physique et intellectuel, le socialisme les unira. Il rapprochera le travail et la science.

7) Aussi longtemps que le pouvoir soviétique ne sera pas en mesure de supprimer l'argent, il tâchera, par une méthode de régularisation appropriée, d'en restreindre l'usage. Il n'est pas jusqu'aux salaires qu'il ne faille chercher à remplacer par des rétributions en produits ou en cartes personnelles de consommation tant qu'il n'y aura pas de possibilité de répartir les produits selon les besoins de chacun. A ce moment le salariat et l'argent auront vécu. La question d'égalisation des salaires, tant qu'ils seront maintenus est de la compétence des organisations ouvrières.

8) Un terme sera mis à l'exploitation des locataires par les propriétaires des immeubles, par la transmission des maisons aux conseils ouvriers municipaux et l'installation des ouvriers dans les appartements bourgeois disponibles, meublés par les soins de l'Etat. On mettra également à

la disposition des organisations ouvrières et des sociétés d'études tous les locaux dont ils auront besoin. Mais on évitera de porter atteinte aux intérêts des personnes n'appartenant pas à la classe capitaliste et à ceux des locataires ne disposant pas de pièces superflues.

9) L'œuvre de la protection du travail commencée par le prolétariat dans l'Etat bourgeois sera achevée après la victoire du pouvoir soviétique. La journée normale sera réduite au fur et à mesure de l'augmentation du rendement du travail. Dans une société de travailleurs, il sera de l'intérêt général d'améliorer constamment les conditions du travail et de la vie.

Quant à l'assurance sociale le pouvoir soviétique liquidera immédiatement l'assistance publique bourgeoise pour organiser l'assurance des vieillards et des invalides telle qu'elle est dictée par la dignité humaine. Mais il n'en combattrait pas moins de la façon la plus énergique toute espèce de parasitisme et de désœuvrement. La tâche du pouvoir soviétique, c'est d'attirer à la vie utile tout citoyen apte au travail.

10) Le pouvoir soviétique organisera immédiatement la protection de la santé publique. Les pharmacies, les cliniques, les infirmeries et villes d'eau seront gérées par les soviets. L'assistance médicale sera gratuite.

RÉSOLUTION DU II-e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE BULGARE

Sur la situation intérieure et extérieure du pays et du parti.

Le II-e Congrès du Parti Communiste Bulgare réuni le 1-er juin 1920 à Sofia après avoir entendu le rapport du camarade Khr. Kabaktchiev «Sur la situation intérieure et internationale du pays et du parti» et après discussion de cette question, constate ce qui suit:

La crise économique due à la destruction des forces productrices par la guerre impérialiste, ne cesse de s'étendre et de s'aggraver et ses effets désastreux rendent la situation de la classe ouvrière et de la partie peu fortunée de la population de plus en plus précaire et intolérable. La cherté des articles de première nécessité continue de s'accroître même depuis la guerre. La bourgeoisie des villes et des campagnes qui s'est enrichie pendant la guerre, se sert de ses richesses pour accaparer les matières premières, le blé et tous produits, monopoliser le commerce, spéculer et provoquer une hausse incessante des prix. La dépréciation de la monnaie fiduciaire provoquée par la diminution de la production et par les émissions d'assignats fournit à la bourgeoisie une nouvelle occasion de spéculer sur les fonds publics. Cette dépréciation ne fait qu'aggraver davantage la situation des ouvriers et des couches peu fortunées de la population urbaine et rurale en affaiblissant graduellement la puissance d'achat des salaires et revenus. D'autre part le chômage qui sévit dans un grand nombre d'industries prive nombre de travailleurs de leurs gagne-pain et augmente ainsi la misère.

Les partis et les gouvernements bourgeois n'ont rien fait pendant la guerre ni depuis non seulement pour faire disparaître mais même pour adoucir les maux dont souffre la grande majorité du peuple. Les partis de coalition libérale qui ont commencé la guerre fratricide et qui ont mis le pays au pillage continuent impunément leur œuvre. C'est sur les partis démocratique et radical qui, avec tous les partis bourgeois de droite et de gauche, ont soutenu la politique de guerre de Radoslavof et prolongé les hostilités, que retombe la terrible responsabilité des milliers des soldats tués pendant la répression de l'émeute au district de Radomir et de Sofia ainsi que celle de la captivité de centaines de milliers de soldats prisonniers dans les pays étrangers. La guerre finie, ces partis ont accru les impôts indirects et entrepris une nouvelle campagne contre la classe

ouvrière en lutte pour son existence. Les partis national et progressiste-libéral, pour se soustraire à la responsabilité qui leur incombait dans la guerre des Balkans, ont eux-aussi appuyé le cabinet Radoslavof et ceux qui l'ont remplacé. Ils ont suivi vis-à-vis de l'Entente une politique servile dans l'espoir que celle-ci les aiderait à étouffer la révolte du peuple et à consolider la domination ébranlée de la bourgeoisie. Privés eux-mêmes de la confiance des masses, ils ont appelé au pouvoir, avec l'aide des autres partis de droite, deux partis gauches: les socialistes «larges» et les agrariens; ils espéraient ainsi dompter les masses populaires et écraser le Parti Communiste et par suite sauver le régime monarchique bourgeois et assurer leur propre avenir. Or, le parti des socialistes larges, dont les représentants sont restés presque une année au pouvoir en qualité des ministres du travail et de la police et qui avait par conséquent la faculté de réaliser sa politique «démocratique» de «réformes sociales» n'a pas tardé à se compromettre aux yeux des masses ouvrières et impuissant à justifier mêmes les espérances de la bourgeoisie a subi un échec complet.

L'Union Nationale Agraire, elle, parvint, au pouvoir à l'aide des partis bourgeois. Comme elle représentait le plus puissant des partis de gauche, la bourgeoisie pensait par son intermédiaire pacifier le pays, c'est-à-dire étouffer la lutte révolutionnaire des classes laborieuses. L'Union Nationale Agraire rallia sous son drapeau la majorité des paysans depuis que celle-ci a vu se détacher d'elle les masses ouvrières urbaines. Mais l'Union Nationale Agraire représente, non les intérêts des masses paysannes mais ceux de la bourgeoisie rurale qui enrichie au cours de la guerre par le pillage des paysans pauvres et la spéculation sur les grains et sur les autres produits agricoles à l'exemple de la bourgeoisie urbaine, commence à faire des opérations financières, des transactions et affaires de toute sorte. Les représentants les plus typiques de cette avide bourgeoisie rurale sont à la tête de l'Union Nationale Agraire et de ses sections locales; ils ont la prépondérance dans le gouvernement. Pour ce dernier qui jouit de l'appui de tous les autres partis bourgeois, l'Union Nationale Agraire n'est qu'un instrument de pillage et d'usurpation des

ressources nationales extorquées aux classes laborieuses. Quand il s'agit d'écraser la lutte révolutionnaire du prolétariat, la bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie rurale marchent toujours de concert. Aussi les adversaires politiques de droite de l'Union Agraire prêtent-ils à cette dernière dans sa campagne furieuse, impitoyable contre le Parti Communiste l'appui sans réserve.

L'Union Nationale Agraire, semblable en cela aux autres partis bourgeois qui s'étaient succédés au pouvoir après la guerre, ne fit rien pour adoucir le sort des ouvriers et des classes indigentes, c'est-à-dire de l'écrasante majorité de la population. Bien au contraire le gouvernement des agrariens, encouragea et développa la spéculation; sous sa protection, la bourgeoisie rurale se livra à une spéculation effrénée, dilapidant les ressources nationales et organisant dans le but d'ôter aux classes laborieuses leur dernier morceau de pain, une véritable campagne de pillage.

Le gouvernement des agrariens conjointement avec le «consortium», s'efforça d'assurer aux gros propriétaires fonciers l'exportation de leur blé, contribuant ainsi à la hausse des prix sur le marché intérieur mais par contre procurant de gros bénéfices à la bourgeoisie rurale. En matière budgétaire le gouvernement continue son ancienne politique financière, c'est-à-dire l'élévation des impôts indirects, le soutien des classes possédantes et la protection de l'oligarchie bancaire, il repousse obstinément toutes les mesures proposées par le Parti Communiste au Parlement, mesures dont le but est d'alléger le fardeau des impôts qui écrase les masses laborieuses et d'améliorer la condition des fonctionnaires et de la classe ouvrière tout entière. Le projet gouvernemental sur le travail obligatoire est destiné à ressusciter, pour l'appliquer sur l'échelle nationale, un ancien système d'exploitation du travail complètement abandonné depuis longtemps: la corvée. Le projet sur la propriété foncière n'est qu'une utopie réactionnaire qu'on a fait mousser dans un but démagogique; quant aux projets d'une gendarmerie mercenaire, conçus dans un esprit militariste, ils tendent en réalité à l'organisation d'une garde blanche contre-révolutionnaire chargée de défendre la bourgeoisie.

Le gouvernement «agraire» s'est refusé à améliorer la situation intolérable des cheminots et des employés des P. T. T.; par sa politique de provocation il les a contraints à une grève générale qu'ils ont soutenue dans un magnifique esprit de solidarité et avec un héroïsme sans exemple. Pour vaincre les ouvriers des transports, le gouvernement, soutenu par les partis bourgeois, a suspendu toutes les lois, subordonnées aux autorités militaires, les grévistes dont il a arrêté et assommé des milliers et condamné des centaines à des peines rigoureuses; toutes les libertés ayant été supprimées, il a organisé et armé des bandes jaunes et usé envers les masses ouvrières d'un système de répression d'une violence et d'une cruauté inouïes. Il a ruiné l'économie nationale, causé un tort immense à la production et désorganisé les chemins de fer. Par sa criminelle politique de violences et de destruction le gouvernement a démontré que, ennemi juré des classes laborieuses, il ne peut qu'aggraver les misères du peuple et empêcher son développement ultérieur.

Pour s'emparer de toute la machine gouvernementale et expulser le Parti Communiste du Parlement, les «agraires» actuellement au pouvoir eu mépris de la constitution ont dissous les Chambres; contre les communistes principalement ils ont eu recours à une terreur sans nom et à des mensonges, des fraudes et des bassesses de tout genre; après avoir obtenu ainsi la majorité parlementaire, ils ont continué leur politique au sein du Parlement où par l'invalidation inique de plusieurs députés communistes ils ont privé de représentation des dizaines de milliers d'électeurs.

Le gouvernement des agrariens, continuant la politique de violence de ses prédécesseurs, les socialistes larges a démontré clairement que les partis de gauche ne sont qu'un instrument aux mains de la réaction et de la contre-révolution. Il a révélé le véritable caractère de la démocratie bourgeoise qui n'est en somme que la dictature des classes possédantes, c'est-à-dire l'infime minorité de la population et dont le but est d'écraser la lutte révolutionnaire du prolétariat par la police, les troupes, les espions, la prison, les tortures, les arrestations en masse et l'assassinat politique. Par son impudente politique de provocation, le gouvernement a cherché à ruiner le Parti Communiste et à justifier la terreur organisée, par le régime d'exception dirigé contre ce parti et par les campagnes de ses bandes jaunes il a prouvé que la guerre civile est l'œuvre de la bourgeoisie elle-même.

Soutenu par tous les partis bourgeois, le gouvernement des agrariens continue la politique extérieure des gouvernements bourgeois et du nationalisme banqueroutier. Non seulement il a signé à Paris la paix honteuse et ruineuse qui a plongé le peuple bulgare dans la servitude économique nationale et politique, mais il est devenu lui-même l'instrument aveugle de l'Entente impérialiste dont le but est de transformer notre pays en sa colonie. Il est entièrement soumis aux puissances rivales de l'Entente: l'Angleterre et la France; vis-à-vis des Etats voisins il continue une politique d'intrigues et de revanche et sous prétexte de défendre l'autonomie de la Thrace, il prépare en ce moment un conflit sanglant avec la Grèce. Il pousse le pays vers de nouvelles aventures, vers de nouvelles guerres et par suite vers de nouvelles catastrophes. Somme toute, il est devenu l'agent de la politique réactionnaire de l'Entente, il a transformé la Bulgarie en un camp de concentration, en une base pour les armées contre-révolutionnaires qui combattent la République Soviétique Russe. Enfin, continuant la politique extérieure de ses prédécesseurs, il ne fait rien pour rendre à leur patrie des dizaines de milliers de Bulgares prisonniers de guerre à l'étranger.

Cette politique de provocation, cette politique contre-révolutionnaire de la bourgeoisie bulgare et de son gouvernement est d'autant plus criminelle et insensée que la campagne entreprise contre la Russie Soviétique ainsi que le blocus économique de cette dernière par les grands Etats impérialistes se sont avérés impuissants devant la fermeté inébranlable du prolétariat révolutionnaire russe et que ces mêmes Etats sont maintenant forcés de nouer des relations commerciales avec la Russie Soviétique et de reconnaître son gouvernement. A la contre-révolution internationale encouragée et organisée par les gouvernements de l'Entente dont le but est d'éteindre ce foyer de la révolution qu'est la Russie Soviétique, les travailleurs de tous les pays européens, unis et dirigés par l'Internationale Communiste opposent un front unique: le front de la révolution prolétarienne. La crise économique et sociale, fruit de la guerre impérialiste mondiale, a sapé les fondements du monde capitaliste. La cherté de la vie, la dépréciation de la monnaie, le chômage ne font que croître, augmentant d'autant la misère du prolétariat et des classes indigentes et affaisant à l'extrême l'antagonisme des classes. Impuissante à surmonter la crise actuelle et incapable de renoncer à ses privilèges dans aucun pays—que ce soit une monarchie ou une république démocratique—la bourgeoisie maintient sa domination par une dictature sauvage et entretient partout la guerre civile. Par la paix impérialiste qu'ils ont imposée au monde les gouvernements capitalistes soulèvent contre eux les peuples coloniaux et provoquent des révolutions nationales en Egypte, en Asie Mineure, aux Indes, et dans quantité d'autres pays.

Vu les considérations au-dessus énoncées au sujet de la situation intérieure et internationale, le Congrès adopte la résolution suivante:

1) Conformément à son programme ainsi qu'à la tactique et aux principes de la III^e Internationale qui ont également trouvé une confirmation éclatante dans la lutte des classes en Bulgarie et dans le mouvement révolutionnaire international du prolétariat, le Parti Communiste Bulgare poursuivra avec un redoublement d'énergie sa lutte contre la bourgeoisie jusqu'à l'entière réalisation de son idéal historique: le renversement du capitalisme et l'organisation de la société communiste.

2) Soulignant l'impuissance absolue de la bourgeoisie et des différents partis de gauche et de droite à tirer le pays de la crise économique actuelle et à sauver le peuple des souffrances et des calamités sans nombre qu'ils ont provoquées et qu'ils ne cessent d'accroître par leur politique de rapine, le Congrès déclare que le Parti Communiste constitue l'unique force sociale organisée capable de triompher de l'anarchie, de la misère et de la famine qui désolent la société contemporaine et que, seul, il est en mesure par la réalisation des principes formulés dans son programme, de conserver les forces du prolétariat et des classes indigentes, restaurer la production et de sauver le peuple de la dégénérescence et de la mort.

3) La «démocratie» bourgeoise et la «souveraineté du peuple» telles que les ont réalisées les partis de gauche, n'ont été en fait que la dictature impitoyable de la classe bourgeoise. Dénonçant aux masses ouvrières, le rôle honteusement contre-révolutionnaire des partis bourgeois de gauche, le Parti Communiste déclare qu'il redoublera d'énergie dans sa lutte en faveur de la mainmise sur le

pouvoir par les Soviets ouvriers et paysans, de l'armement des ouvriers et des paysans pauvres et de l'instauration de la dictature prolétarienne.

4) Le Congrès constate avec satisfaction les magnifiques succès remportés par le parti aux élections parlementaires municipales et régionales. Ces succès, fruit de l'agitation et de la lutte menées par le parti pour ses principes, ont démontré la justesse de la position adoptée dans la question du parlementarisme. Aux élections, le Parti Communiste a défendu ouvertement son programme. Au Parlement, il travaille à détruire les dernières illusions des masses sur la démocratie parlementaire et à démasquer la nature véritable de la dictature dont la classe bourgeoise se sert actuellement pour maintenir sa domination.

5) Le Congrès proteste énergiquement contre le système de terreur employé par le gouvernement pendant les élections, contre l'invalidation injustifiée des députés communistes et contre la dissolution d'un grand nombre de conseils municipaux; il déclare que les dizaines de milliers d'électeurs privés ainsi de représentation ainsi que le peuple tout entier des travailleurs rangé sous les drapeaux du parti poursuivront avec un redoublement d'énergie leur lutte pour l'instauration des Soviets ouvriers et paysans seuls représentants véritables du peuple dont ils rendront possible la participation effective à la gestion de l'Etat.

6) Le Congrès proteste énergiquement, contre la terreur, les violences et les crimes du gouvernement envers les travailleurs des transports et la classe ouvrière tout entière; il exige l'amnistie immédiate pour les victimes de la criminelle répression gouvernementale, adresse son salut chaleureux aux militants qui languissent actuellement dans les prisons, ainsi qu'aux ouvriers des transports et invite ces derniers à se grouper plus étroitement encore autour du Parti Communiste sous les drapeaux duquel, conjointement avec le reste de la classe ouvrière, ils remporteront la victoire dans leur lutte pour la liberté.

7) Le Congrès proteste contre la politique de provocation impudente qui a servi au gouvernement à préparer le régime de terreur et les mesures exceptionnelles employées contre le Parti Communiste; il déclare que le parti poursuivra sans défaillance, sans trêve, sa lutte implacable contre la bourgeoisie, que grâce à son organisation et à sa discipline de fer il saura parer les coups dirigés contre lui; qu'il continuera avec un redoublement d'énergie la lutte conformément aux intérêts et aux tâches de la révolution communiste internationale.

8) Le Congrès déclare que tous les partis bourgeois portent la responsabilité de paix de Paris et que le pays ne

pourra être sauvé de la désorganisation économique, de la faillite financière et du joug impérialiste étranger que par les ouvriers et les classes pauvres qui, après s'être emparés du pouvoir politique, pourront organiser la production sociale suivant les principes communistes. Le Congrès déclare que la politique nationaliste du gouvernement à la solde de l'Entente impérialiste est grosse de dangers pour la paix des peuples bulgares et balkaniques, que les peuples asservis ne pourront obtenir leur indépendance nationale que par le triomphe de la révolution prolétarienne internationale; que, à l'heure actuelle, après le krach complet de la bourgeoisie nationaliste le salut n'est possible pour la Bulgarie qu'au sein d'une République Socialiste Fédérative Soviétiste des Balkans.

9) Le Congrès flétrit la criminelle politique contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et du gouvernement actuel, qui transforme la Bulgarie en instrument aveugle, de la contre-révolution internationale, il déclare que les travailleurs bulgares ne permettront point à leurs potentats ni aux conquérants étrangers de les utiliser pour écraser la Révolution en Russie et que le Parti Communiste Bulgare, en union fraternelle avec les partis communistes des pays balkaniques et avec le prolétariat révolutionnaire international, poursuivra avec énergie sa lutte pour le triomphe de la révolution dans les Balkans et dans le monde entier.

10) Le Congrès salue avec joie la création par la troisième conférence socialiste balkanique la *fédération des partis communistes balkaniques*; il adhère aux résolutions de ladite conférence et adresse son salut fraternel au prolétariat balkanique luttant sous les drapeaux du communisme; il exprime son admiration au prolétariat révolutionnaire pour sa lutte héroïque, déclare que la cause des travailleurs russes est aussi celle de leurs frères bulgares et de la classe ouvrière de tous les pays et adresse son salut fraternel au prolétariat international combattant sous les drapeaux de la révolution communiste ainsi qu'aux martyrs et victimes de la contre-révolution hongroise.

11) Le Congrès fait appel aux ouvriers et aux paysans pauvres, à tous les exploités, opprimés et déshérités de la société actuelle, aux femmes et à la jeunesse ouvrière et les invite à se grouper autour des organisations politiques et professionnelles du Parti Communiste, à se pénétrer des principes et de l'idéal de ce parti, à s'en assimiler la tactique révolutionnaire, l'organisation, la discipline et à combattre avec courage et énergie dans ses rangs pour le triomphe final du communisme.

DANS LE PARTI COMMUNISTE YOUGOSLAVE.

Résolution sur la situation politique et les tâches du Parti Communiste Yougoslave (adoptée au II-e Congrès du parti les 20-25 juin à Boukovar).

Où le rapport sur la situation intérieure et extérieure de la Yougoslavie et partant des principes et des faits fondamentaux exposés dans son programme, le Parti Communiste Yougoslave déclare:

I.

La guerre impérialiste et ses conséquences ont démontré que les bases du régime capitaliste sont ébranlées. N'ayant pu dominer les forces productrices qu'il a créées, le capitalisme a provoqué la guerre et sa propre ruine. Le capital, impuissant à reconstruire le monde ruiné, n'est plus apte à assurer l'existence et le développement ultérieurs de la

société; il entre dans sa phase finale. La cherté, la misère, la famine, les conflits continuels et les germes de nouvelles guerres témoignent que désormais sa domination n'apportera que des ravages, des crises économiques et l'anarchie.

S'il doit disparaître, ce n'est pas parce que l'accumulation des richesses et des forces productrices rend nécessaire une forme d'organisation plus élevée, mais bien parce qu'il ne peut tirer les peuples de l'état de détresse et de désolation où il les a jetés. Empêcher la catastrophe sociale, — voilà le problème qui se pose aujourd'hui devant l'humanité. Or, ce problème, le capitalisme ne peut le résoudre; il ne peut organiser la répartition, ni relever le rendement du travail, ni assurer aux masses ouvrières les conditions d'existence normales. Seule, pourrait l'accomplir